



# 2016 RAPPORT ANNUEL SONAR-IARD

On n'est jamais leader par hasard !

[www.sonar.bf](http://www.sonar.bf)



**GCR** GLOBAL CREDIT RATING CO.  
Local Expertise • Global Presence

ISO 9001  
BUREAU VERITAS  
Certification  
N° CL2024697



Membre du réseau  
international



Membre du réseau  
Panafricain d'assurances





ISO 9001

BUREAU VERITAS  
Certification

N° CI.20244097



**100% Garantie Satisfaction**



**GCR**

GLOBAL CREDIT RATING CO.

Local Expertise • Global Presence

Pour la 8<sup>ème</sup> année consécutive,  
**Note A** avec perspective positive:  
«capacité de règlement des sinistres élevée»

#### Nos domaines d'activités

- > Assurances Automobiles;
- > Assurances Incendie et Risques Divers;
- > Assurances Responsabilités Civiles;
- > Assurances de personnes;
- > Assurances Transports;
- > Assistance Voyage;
- > Réassurance.

Avia

**Nos Valeurs:** Leadership – Professionnalisme – Transparence – Responsabilité – Emulation

**SONAR, on n'est jamais leader par hasard !**

Membre du réseau  
international



Membre Fondateur de  
Réseau Panafricain d'assurances



Direction de Sonar Bobo:  
01 BP 807 Bobo-Dioulasso 01  
TEL: (226) 20 97 00 35  
FAX: (226) 20 97 04 51  
E-mail: sonar.bobo@sonar.bf

Siège Social:  
284, Avenue de Loudun  
Ouagadougou - Burkina Faso  
01 BP 406 Ouagadougou 01  
TEL: (226) 25 49 69 00 - FAX: 25 30 89 75  
E-mail: iard@sonar.fr

Site web: [www.sonar.bf](http://www.sonar.bf)

## ❖ SOMMAIRE

<b>Présentation du Conseil d'Administration et de l'équipe de direction</b> .....	<b>4</b>
<b>Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire au titre de l'exercice 2016</b> .....	<b>6</b>
<i>Compte d'exploitation générale au 31 décembre 2016</i> .....	<b>22</b>
<i>Compte général de pertes et profits au 31 décembre 2016</i> .....	<b>24</b>
<i>Bilan au 31 décembre 2016</i> .....	<b>25</b>
<b>Rapport Général du Commissaire aux Comptes à l'Assemblée Générale des Actionnaires</b> .....	<b>27</b>
<b>Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes</b> .....	<b>29</b>
<b>Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mai 2017 (Comptes - Exercice 2016)</b> .....	<b>30</b>

# LE CONSEIL D'ADMINISTRATION SONAR-IARD



**Piga Prosper TAPSOBA**

*Président du Conseil  
d'Administration*

## ADMINISTRATEURS

**Monsieur Denis OUEDRAOGO**

**Monsieur Mamadou ZERBO**

**Monsieur Appolinaire COMPAORE**

**Monsieur Karim TRAD**

**Monsieur Aboubakre DIALLO**

**Monsieur Francis OUEDRAOGO**

**Monsieur Paul Ismaël OUEDRAOGO**

**Monsieur Martin ZIGUELE**



## ❖ LA DIRECTION DE SONAR-IARD

**Denis OUEDRAOGO**

*Directeur Général*



**Mamadou ZERBO**

*Directeur Général  
Adjoint*



**Justice K. KAMBOU**

*Directeur de l'Audit Interne  
et du Contrôle de Gestion*



**Issa KONSEIGA**

*Directeur Comptable  
et Financier*



**Jean Marie Vianney BEYI**

*Directeur de la Production*



**Emmanuel BADOLO**

*Directeur des Ressources  
Humaines et Logistique*



**Brice Hippolyte HIEN**

*Directeur de  
l'Informatique*



**Abdou Hasine SALIA**

*Directeur des Sinistres  
et du Contentieux*



**Adama ZOUNGRANA**

*Directeur Commercial  
et Marketing*



**Calixte OUEDRAOGO**

*Directeur de SONAR  
Bobo-Dioulasso*



**A. Jean-Marie WOBA**

*Inspecteur du  
Portefeuille*

# ✚ RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

16 MAI 2017

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Au titre de l'exercice 2016, nous avons l'honneur de soumettre à votre examen et approbation le présent rapport de gestion portant sur :

- la situation de l'entreprise durant l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- les perspectives de développement, et de continuation de l'activité ;
- l'évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement ;
- les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.

L'exercice 2016 s'est déroulé dans le contexte ci-dessous synthétisé, en ce qui concerne les facteurs de l'environnement international et national ayant impacté nos activités.

## Contexte mondial

- Dans son rapport d'octobre 2016 sur les perspectives mondiales, le Fonds Monétaire International (FMI) a estimé un taux moyen de croissance de l'économie mondiale à 3,1 % en 2016 contre sa prévision initiale de 3,6 % en octobre 2015. Il relève cependant quelques disparités pour ce taux de croissance 2016 : États Unis (1,6 %), Chine (6,6 %), Zone Euro (1,7 %), Japon (0,5 %).
- « *Dans l'ensemble, l'économie mondiale stagne* », a déclaré l'économiste principal et conseiller économique du FMI, Maurice Obstfeld, à la suite d'un ralentissement aux États-Unis et du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne.

## Au niveau africain

- Selon Africa's Pulse, publication semestrielle du Groupe de la Banque Mondiale, le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne devrait continuer de baisser à 1,6 % en 2016, son niveau le plus bas depuis vingt ans en raison des difficultés économiques rencontrées par les principales économies de la région (le Nigéria et l'Afrique du Sud en particulier), qui subissent toujours les contrecoups de la chute des cours des matières premières.
- Le rapport constate des taux de croissance très hétérogènes à travers le continent africain et révèle des disparités entre les pays. En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire et le Sénégal figurent parmi les économies les plus performantes du continent et devraient enregistrer une croissance vigoureuse (plus de 5 %) en 2016.

- Dans la zone UEMOA, le démarrage de certains gros projets transnationaux qui devraient constituer des opportunités pour les sociétés d'assurances n'ont pas pu démarrer.
- La persistance des actes terroristes dans la sous-région, et notamment au Burkina, a contribué à alimenter l'attentisme de certains investissements directs étrangers.

## Au niveau du secteur des assurances africaines

### → L'année 2016 a connu d'importants règlements adoptés par la CIMA notamment :

- Règlement N°001/CIMA/PCMA/CE/2016 modifiant et complétant le Régime Financier et les Règles Comptables applicables aux Organismes d'Assurance.
- Règlement N°003/CIMA/PCMA/PCE/2016 portant autorisation d'exercer des experts en évaluation immobilière auprès des entreprises d'assurances, de micro assurance et de réassurance.
- Règlement N°004/CIMA/PCMA/PCE/2016 modifiant et complétant les dispositions des articles 233 et 236 du Code des Assurances des États membres de la CIMA.
- Règlement N°005/CIMA/PCMA/CE/2016 modifiant et complétant les dispositions de l'Article 308 du Code des Assurances portant assurance directe à l'étranger.
- Règlement N°006/CIMA/PCMA/CE/2016 modifiant et complétant le règlement N°0004/ CIMA/PCMA/CE/ SG/2009 du 28 septembre 2009 définissant les modalités de la facturation au réel des conventions d'assistance technique conclues avec les sociétés d'assurances.
- Règlement N°0007/CIMA/PCMA/CE/2016 modifiant et complétant les dispositions de l'article 329-3 et 330-2 du Code des Assurances relatif au capital social des sociétés anonymes d'assurances et au fonds d'établissement des sociétés d'assurances mutuelles.

### → La 40<sup>e</sup> Assemblée Générale annuelle de la FANAF tenue du 15 au 18 février 2016 à Abidjan en République de Côte D'Ivoire sous le thème : « *L'Assurance Africaine au coeur de l'Émergence Économique* ».

## Au niveau du Burkina Faso

- La persistance des attaques terroristes tout au long de l'année 2016 dans plusieurs zones du pays à commencer par celle de janvier 2016 à Ouagadougou, avec une concentration des attaques dans la région Nord du pays.
- L'adoption du Programme National de Développement Économique et Social (PNDES).
- En décembre 2016, l'Agence de notation américaine Standard & Poor's (S&P) a confirmé la note souveraine «B-/B» du Burkina, assortie d'une perspective positive. La notation porte sur la santé financière et la solvabilité du pays. C'est depuis décembre 2014, que la note «B-» a été attribuée au Burkina. S&P prévoit que la croissance du PIB du Burkina devrait se situer à 6,4 % en moyenne et par an, sur la période 2016- 2019, tirée en grande partie par la hausse espérée de la production d'or.

## Au niveau de SONAR-IARD

- L'agence de notation financière Global Credit Rating a confirmé en septembre 2016, la « **Note A** » de SONAR-IARD, pour la huitième fois consécutive, en améliorant la perspective qui passe de « stable » à « positive » ; ce qui devrait renforcer la confiance de nos partenaires internationaux et ouvrir de nouvelles opportunités d'affaires à l'international en 2017.
- La confirmation de la certification à la norme ISO 9001 Version 2008 suite à l'audit supplémentaire intervenue en 2016 et l'obtention de différents prix de la qualité.
- La revalorisation des conditions de travail du personnel du Groupe SONAR.
- L'adoption du plan stratégique 2016-2020 du Groupe SONAR.

Messieurs les Administrateurs,

C'est dans ce contexte général que la SONAR-IARD a conduit au cours de l'année 2016 ses activités dont nous présentons la synthèse ci-dessous.

## A. La situation comptable et financière de l'entreprise au 31 décembre 2016

La SONAR-IARD a terminé l'année 2016 avec :

- un chiffre d'affaires de **12 051 711 152 FCFA en croissance de 12,53 %** par rapport à 2015 ;
- une charge de sinistre de 3 880 522 820 FCFA contre 8 865 297 861 FCFA en 2015 soit une forte baisse de 56,22 % ;
- des frais généraux décaissables de 4 135 884 805 FCFA en hausse de 7,10 % sur le montant de 3 861 770 339 FCFA constaté en 2015 ; dont commissions : 1 238 395 084 FCFA .
- des amortissements et provisions de 363 340 728 FCFA en hausse de 11,29 % par rapport à 2015 (326 478 693 FCFA) ;
- un résultat brut d'exploitation bénéficiaire de **1 526 331 119 FCFA en hausse de 50,70 %** ;
- un bénéfice net de **1 688 113 036 FCFA en progression de 50,29 %**.

Les commentaires de ces chiffres se présentent comme suit :



## I RECETTES

(Crédit du compte d'exploitation générale)

### I.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2016, toutes branches confondues s'établit à 12 051 711 152 FCFA contre 10 709 559 120 FCFA en 2015, soit une hausse de 12,53 % par rapport à l'exercice précédent et un taux d'exécution budgétaire de 111,17 %, comme le montre le tableau ci-après :

**TABLEAU 1 : Comparatif des chiffres d'affaires 2015 et 2016**

BRANCHES	C.A. 2015	Prévisions 2016	C.A. 2016	Taux de Réalisation %	Variation 2016/2015 %
<b>AUTOMOBILE</b>	3 897 107 231	4 562 718 000	3 726 992 872	81,68	-4,37
<b>INCENDIE ET MULTIRISQUES</b>	1 099 208 600	995 204 000	1 246 586 548	125,26	13,41
<b>TRANSPORT</b>	934 986 790	949 300 000	1 020 998 118	107,55	9,20
<b>RISQUES DIVERS</b>	4 242 838 114	4 133 173 000	5 892 294 013	142,56	38,88
dont : Maladie	1 352 750 094	1 305 214 000	2 360 433 408	180,85	74,49
RC Générale	312 621 016	327 922 000	336 400 265	102,59	7,61
Individuelle	144 558 416	387 201 000	129 637 108	33,48	-10,32
Autres Risques	2 432 908 587	2 112 836 000	3 065 823 232	145,10	26,01
<b>TOTAL ASS. DIRECTE</b>	<b>10 174 140 735</b>	<b>10 640 395 000</b>	<b>11 886 871 551</b>	<b>111,71</b>	<b>16,83</b>
<b>ACCEPTATIONS</b>	<b>535 418 385</b>	<b>200 000 000</b>	<b>164 839 601</b>	<b>82,42</b>	<b>-69,21</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>10 709 559 120</b>	<b>10 840 395 000</b>	<b>12 051 711 152</b>	<b>111,17</b>	<b>12,53</b>

L'analyse par branche se présente comme suit :

#### → Automobile

La branche Automobile a enregistré un chiffre d'affaires en 2016 de 3 726 992 872 FCFA en baisse de 4,37 % par rapport à l'exercice 2015. Le taux de réalisation budgétaire en 2016 est de 81,68 %.

Cette contre-performance s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs dont les plus significatifs sont :

- la situation nationale qui connaît un ralentissement dans le monde des affaires ;
- la reconversion de l'agence générale OMEGA en courtier d'où la dispersion de son portefeuille avec une baisse de 38 % de son chiffre d'affaires par rapport à 2015 ;
- le non renouvellement de certaines affaires dont le taux de sinistralité était assez élevé.

#### → Incendie et Multirisques

Cette branche est en progression de 13,41 % par rapport à l'exercice précédent avec un chiffre d'affaires de 1 246 586 548 FCFA en 2016 contre 1 099 208 600 FCFA en 2015. Cette performance est expliquée essentiellement par le décalage temporel des émissions de primes. En effet, certaines primes qui ont été émises en décembre 2016 devraient être émises en janvier 2017.

Elles concernent les assurés suivants :

- SONABHY, pour 51 376 000 FCFA en coassurance avec une part SONAR-IARD de 65%.
- SOFITEX, pour 388 546 560 FCFA en coassurance avec une part SONAR-IARD de 37%.

En plus de ces renouvellements, on relève la régularisation de certaines affaires dont la plus importante est une police SOFITEX pour 115 687 003 FCFA en coassurance avec une part SONAR-IARD de 55%.

## → Transports

Les branches Transports clôturent l'exercice 2016 avec un chiffre d'affaires de 1 020 998 118 FCFA contre 934 986 790 FCFA en 2015, soit une hausse de 9,20% et un taux de réalisation budgétaire de 107,55%.

Ce résultat, s'explique surtout par le maintien des grosses polices en portefeuille, malgré des pratiques mal-saines sur le marché, et par l'obtention d'une nouvelle affaire de notre client SEMAFO.

## → Risques divers

Les Risques Divers ont connu une hausse importante de 38,88% en 2016 avec un niveau de réalisation budgétaire de 142,56%.

En valeur absolue, le chiffre d'affaires passe de 4 242 838 114 FCFA en 2015 à 5 892 294 013 FCFA en 2016. Cette croissance est la résultante des performances des différentes sous branches suivantes :

### MALADIE

Le chiffre d'affaires de cette branche connaît une hausse de 74,49 %, passant de 1 352 750 094 FCFA en 2015 à 2 360 433 408 FCFA en 2016 avec une réalisation budgétaire de 180,85%.

Cette performance s'explique par le renouvellement des principales polices du portefeuille, la hausse de la police AIRTEL de 105 millions de FCFA en 2015 à 315 millions de FCFA en 2016 et par une nouvelle affaire dans le secteur minier avec ESSAKANE pour 796 millions de FCFA.

### RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

Cette sous branche est en hausse de 7,61% en 2016 par rapport à 2015 avec un taux de réalisation budgétaire de 102,59% et un chiffre d'affaires passant de 312 621 016 FCFA à 336 400 265 FCFA. Cette performance est réalisée grâce à de nouvelles affaires et ce, malgré la baisse de prime « RC SEMAFO » de 31 617 131 FCFA à 25 114 644 FCFA, le non renouvellement de l'affaire ARYSTA/SAPHYTO pour une prime de 6 745 760 FCFA ainsi que les polices KALSAKA en fin d'activités. Tenant compte de notre politique de sélection de risques, il n'a pas été renouvelé les RC professionnelles cliniques, les RC professionnelles chasse et les RC professionnelles des sociétés de gardiennage.

### INDIVIDUELLE ACCIDENT

Sur une prévision de 387 201 000 FCFA l'Individuelle Accident enregistre le plus faible taux d'exécution budgétaire avec 33,48%. Par rapport à 2015, le chiffre d'affaires est en net recul de 10,32% pour se situer à 129 637 108 FCFA en 2016 contre 144 558 416 FCFA en 2015. Cette contre-performance est imputable à la baisse drastique de la prime de SEMAFO qui est passée de 29 482 829 FCFA en 2015 à 19 334 000 FCFA en 2016 et à l'absence de la police voyage de l'État de l'ordre de 180 000 000 FCFA.

### LES AUTRES RISQUES

Cette sous branche est en hausse de 26,01% par rapport à 2015 avec un chiffre d'affaires évoluant de 2 432 908 587 FCFA à 3 065 823 232 FCFA et un taux d'exécution budgétaire de 145,10%. Cette

performance s'explique par la confiance renouvelée des partenaires internationaux dont les affaires sont en constante croissance dans le portefeuille. L'exercice 2016 a connu un accroissement de ce portefeuille dont les polices les plus importantes concernent le secteur minier. On peut citer en exemple : le Réseau Globus, CHUBB Insurance, QBE, GENERALI, AON et XL Catlin, FM global, AIG, Zurich, AXA et GRAS SAVOYE France.

## → Acceptations

Le chiffre d'affaires en acceptations en fin 2016 s'élève à 164 839 601 FCFA contre 535 418 385 FCFA en 2015. Le taux de réalisation est de 82,42% du budget prévisionnel de 200 000 000 FCFA. Cette situation s'explique par le non renouvellement du traité de convention mutualiste de GLOBUS RE en 2015 dont les écritures représentaient des opérations de régularisation de 2014.

La Structure du Portefeuille se présente comme suit en 2016 :

**TABLEAU 2 : Structure du portefeuille**

BRANCHES	C.A. 2015	Poids (%)	C.A. 2016	Poids (%)
<b>AUTOMOBILE</b>	<b>3 897 107 232</b>	<b>36,39</b>	<b>3 726 992 872</b>	<b>30,93</b>
dont : RC	2 590 888 675	24,19	2 468 643 182	20,48
Dommages	1 306 218 557	12,20	1 258 349 690	10,44
<b>INCENDIE ET MULTIRISQUES</b>	<b>1 099 208 600</b>	<b>10,26</b>	<b>1 246 586 548</b>	<b>10,34</b>
<b>TRANSPORT</b>	<b>934 986 790</b>	<b>8,73</b>	<b>1 020 998 118</b>	<b>8,47</b>
dont : Aviation	137 767 041	1,29	164 614 554	1,37
Facultés	797 219 749	7,44	856 383 564	7,11
<b>RISQUES DIVERS</b>	<b>4 242 838 114</b>	<b>39,62</b>	<b>5 892 294 013</b>	<b>48,89</b>
dont : Vol	218 157 245	2,04	278 098 305	2,31
Dommages corporels	144 558 416	1,35	129 637 108	1,08
RC Générale	312 621 016	2,92	336 400 265	2,79
Risques techniques	5 019 213	0,05	7 599 924	0,06
Maladie	1 352 750 094	12,63	2 360 433 408	19,59
Risques spéciaux	1 900 225 235	17,74	2 404 315 474	19,95
Autres dommages aux biens	309 506 895	2,89	375 809 529	3,12
<b>TOTAL ASS. DIRECTE</b>	<b>10 174 140 736</b>	<b>95,00</b>	<b>11 886 871 551</b>	<b>98,63</b>
<b>ACCEPTATIONS</b>	<b>535 418 385</b>	<b>5,00</b>	<b>164 839 601</b>	<b>1,37</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>10 709 559 121</b>	<b>100,00</b>	<b>12 051 711 152</b>	<b>100,00</b>

L'Automobile, avec une part en 2016 de 30,93% est la deuxième branche qui contribue le plus au chiffre d'affaires après les Risques Divers. Sa contribution a baissé par rapport à 2015 (36,39%).

Les Risques Divers tirés notamment par les Risques spéciaux et la Maladie ont contribué à 48,89% à la formation du chiffre d'affaires de 2016. Il s'agit de la plus forte contribution des branches et son poids a augmenté par rapport à 2015 (39,62%). Cette situation, quoique intéressante pour la société, doit être contrebalancée par les autres branches, car il y a une concentration du chiffre d'affaires sur les polices importantes dont le non renouvellement pourrait être durement ressenti.

L'Incendie et Multirisques représente 10,34% (10,26% en 2015) et le Transport 8,47% (8,73% en 2015).

## **I.2. Les Provisions de Primes**

Les Provisions pour Risques En Cours à la clôture de 2016 s'élèvent à 4 871 972 752 FCFA contre 3 929 687 068 FCFA à la clôture de 2015.

Les Provisions pour Annulation de Primes s'élèvent à 779 035 535 FCFA en fin 2016 contre 33 588 407 FCFA en fin 2015.

La hausse significative de ces deux types de provisions en fin 2016 s'explique par de grosses primes émises les derniers jours de l'année.

## **I.3. La Réassurance**

Pour l'exercice 2016, sur le chiffre d'affaires total de 12 051 711 152 FCFA, les cessions en réassurance sont de 4 606 268 779 FCFA soit un taux de cession de 38,22 % en baisse par rapport à 2015 où il était de 43,77% avec un montant de cession de 4 687 248 398 FCFA pour un chiffre d'affaires de 10 709 559 120 FCFA.

## **I.4. Les Primes acquises nette de réassurance**

Après déduction des primes cédées et la part des Réassureurs dans les provisions pour risques en cours, les Primes acquises nettes de réassurance de l'exercice 2016 s'élèvent à 5 748 595 000 FCFA contre 6 045 015 063 FCFA en 2015, soit une baisse de 4,90%.

## **I.5. Les Produits**

### **→ Les Produits Financiers**

Les produits financiers en fin 2016 s'élèvent à 1 544 316 705 FCFA contre 1 564 590 443 FCFA en légère baisse de 1,29%. Ce léger repli est l'effet conjugué de la baisse des dividendes reçus de certaines sociétés et du règlement partiel de sinistre WATAM KAIZER suite à une décision judiciaire.

### **→ Les Autres Produits**

Les autres produits, pour un montant de 111 379 056 FCFA sont pour l'essentiel constitués de produits d'apéritif en baisse de 57,64% par rapport à 2015 qui présentait un montant de 262 959 157 FCFA.

## II DÉPENSES

(Débit du Compte d'Exploitation Générale)

### II.1. Sinistres

Au 31 Décembre 2016, les sinistres payés, toutes branches et tous exercices de survenance confondus, s'élèvent à 4 416 075 462 FCFA contre 3 374 461 602 FCFA en 2015, soit une hausse de 30,87%, impacté par le paiement partiel du sinistre WATAM KAIZER suite à une décision judiciaire et l'effort d'amélioration de la cadence de règlement des sinistres en général.

Le taux de réalisation budgétaire est de 65,69%.

Le détail est présenté dans le tableau ci-après:

**TABEAU 3 : Sinistres payés au 31/12/2016**

BRANCHES	Réalizations 2015	Prévisions 2016	Réalizations 2016	Taux de Réalisation %	Variation 2016/2015 %
<b>AUTOMOBILE</b>	<b>1 553 652 761</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>1 456 727 245</b>	<b>72,84</b>	<b>-6,24</b>
<b>INCENDIE ET MULTIRISQUES</b>	<b>221 730 057</b>	<b>3 011 000 000</b>	<b>1 735 541 035</b>	<b>57,64</b>	<b>682,73</b>
<b>TRANSPORT</b>	<b>117 211 248</b>	<b>151 000 000</b>	<b>151 000 000</b>	<b>85,63</b>	<b>10,32</b>
<b>RISQUES DIVERS</b>	<b>1 211 228 366</b>	<b>1 396 153 000</b>	<b>998 729 554</b>	<b>71,53</b>	<b>-17,54</b>
dont : Maladie	841 070 166	719 653 000	832 830 061	115,73	-0,98
RC Générale	122 262 257	200 000 000	130 154 911	65,08	6,46
Individuelle	294 137	10 500 000	579 847	5,52	97,14
Autres Risques	247 601 806	466 000 000	35 164 735	7,55	-85,80
<b>TOTAL ASS. DIRECTE</b>	<b>3 103 822 432</b>	<b>6 558 153 000</b>	<b>4 320 302 594</b>	<b>65,88</b>	<b>39,19</b>
<b>RECOURS (*)</b>	<b>20 971 573</b>	<b>66 000 000</b>	<b>735 100</b>	<b>1,11</b>	<b>-96,49</b>
<b>ACCEPTATIONS</b>	<b>227 038 812</b>	<b>230 200 000</b>	<b>57 559 591</b>	<b>25,00</b>	<b>-74,65</b>
<b>PARTICIPANTS AUX EXCÉDENTS (*)</b>	<b>14 856 667</b>		-		<b>-100,00</b>
<b>PARTICIPATIONS BÉNÉFICIAIRES</b>	<b>79 428 598</b>		<b>38 948 374</b>		<b>-50,96</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>3 374 461 602</b>	<b>6 722 353 000</b>	<b>4 416 075 459</b>	<b>65,69</b>	<b>30,87</b>

(\*) A déduire

### II.2. Provisions pour Sinistres à Payer :

Les provisions pour sinistres à payer s'élèvent à la fin de l'exercice 2016 à 16 150 803 150 FCFA contre 16 686 355 792 FCFA en fin 2015, en baisse de 3,21% . Cette situation est liée au règlement partiel du sinistre WATAM KAIZER et à des boni de liquidation résultant des opérations d'inventaire.

Le taux de réalisation par rapport à la prévision budgétaire est de 134,55% dont 133,58 % pour l'assurance directe.



Le détail est présenté dans le tableau ci-après :

**TABLEAU 4 : Sinistres à payer au 31/12/2016**

BRANCHES	SAP clôture 2015	Prévisions SAP clôture 2016	SAP clôture 2016	Taux de Réalisation %	Variation 2016/2015 %
<b>AUTOMOBILE</b>	<b>8 799 214 499</b>	<b>8 538 640 000</b>	<b>8 426 097 534</b>	<b>98,68</b>	<b>-4,24</b>
<b>INCENDIE ET MULTIRISQUES</b>	<b>5 608 461 911</b>	<b>1 145 167 000</b>	<b>5 411 357 191</b>	<b>472,54</b>	<b>-3,51</b>
<b>TRANSPORT</b>	<b>170 347 351</b>	<b>330 463 000</b>	<b>141 724 547</b>	<b>42,89</b>	<b>-16,80</b>
<b>RISQUES DIVERS</b>	<b>1 684 198 082</b>	<b>1 714 263 000</b>	<b>1 688 017 077</b>	<b>98,47</b>	<b>0,23</b>
dont : Maladie	54 461 375	170 137 000	78 012 209	45,85	43,24
RC Générale	495 403 589	440 323 000	365 231 081	82,95	-26,28
Individuelle	26 382 183	27 043 000	19 661 184	72,70	-25,48
Autres Risques	1 107 950 934	1 076 760 000	1 225 112 602	113,78	10,57
<b>TOTAL ASS. DIRECTE</b>	<b>16 262 221 843</b>	<b>11 728 533 000</b>	<b>15 667 196 348</b>	<b>133,58</b>	<b>-3,66</b>
<b>RECOURS A ENCAISSER (*)</b>	-	-	-		
<b>ACCEPTATIONS</b>	<b>424 133 949</b>	<b>275 000 000</b>	<b>483 606 802</b>	<b>175,86</b>	<b>14,02</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>16 686 355 792</b>	<b>12 003 533 000</b>	<b>16 150 803 150</b>	<b>134,55</b>	<b>-3,21</b>

(\*) A déduire

### II.3. Réassurance

Les sinistres payés à la charge des Réassureurs sont de 1 926 472 413 FCFA contre 1 291 447 761 FCFA en 2015, en hausse de 49,17% et en lien avec la contribution des Réassureurs au règlement partiel du sinistre WATAM KAIZER.

Les provisions pour sinistres à payer à la charge des Réassureurs s'élèvent à 6 585 976 649 FCFA contre 6 820 550 345 FCFA à la clôture de 2015, soit une baisse de 3,43% essentiellement liée à la contribution des Réassureurs au règlement de sinistres majeurs dont celui partiel de WATAM KAIZER.

### II.4. Charge de sinistres nette de réassurance

Après déduction de la part des Réassureurs dans les sinistres payés et provisions pour sinistres à payer, la charge nette de sinistres 2016 est de 2 188 624 103 FCFA contre 3 431 510 872 FCFA en 2015. Le taux de sinistralité nette est de 38,07% en 2016 contre 56,76% en 2015. Cette baisse s'explique par celle des SAP dans toutes les branches en dehors de la Maladie (43,24%), des Autres Risques (10,57%) et des Acceptations (14,02%) ainsi que le montre le tableau 4 ci-dessus.

### II.5. Frais Généraux décaissables

Le budget des charges de fonctionnement décaissables a connu un taux d'exécution de 101,18% sur base du budget révisé par le Conseil d'Administration et en hausse de 7,10 % comparé au réalisé de 2015 comme le montre le tableau ci-après :

**TABLEAU 5 : Réalisation de frais généraux décaissables au 31/12/2016**

CHAPITRES	Réalisations 2015	Prévisions 2016 ajustées	Réalisations 2016	Taux de Réalisation %	Variation 2016/2015 %
<b>FRAIS DE PERSONNEL</b>	1 129 636 007	1 401 948 216	1 321 276 075	94,25	16,96
<b>IMPÔTS &amp; TAXES</b>	216 871 458	228 025 670	248 365 366	108,92	14,52
<b>TRAV. FRES. &amp; SCES. EXT.</b>	568 973 879	534 337 472	473 802 276	88,67	-16,73
<b>TRANSPORT &amp; DÉPLTS</b>	32 548 078	52 020 000	43 412 212	83,45	33,38
<b>COMMISSIONS &amp; COURTAGES</b>	1 215 103 543	1 112 698 000	1 238 395 084	111,30	1,92
<b>FRAIS DIV. DE GESTION</b>	491 904 515	602 335 609	575 713 140	95,58	17,04
<b>FRAIS FINANCIERS</b>	206 732 859	156 453 278	234 920 652	150,15	13,63
<b>TOTAUX</b>	<b>3 861 770 339</b>	<b>4 087 818 245</b>	<b>4 135 884 805</b>	<b>101,18</b>	<b>7,10</b>

L'analyse par chapitre est la suivante, sur la base du budget révisé par le Conseil d'Administration en sa réunion extraordinaire du 07 juillet 2016 :

### → Frais de personnel

Les frais de personnel enregistrent une hausse de 16,96% par rapport à 2015 du fait des effets conjugués des avancements, de la hausse des salaires du personnel de 15% pour compter de janvier 2016 ainsi que la création d'une catégorie de Direction et de la prise en compte de toutes les charges salariales du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint dans cette rubrique au lieu de la rubrique honoraires.

Néanmoins, le taux d'exécution par rapport au budget révisé par le Conseil en juillet est de 94,25% compte tenu des économies réalisées sur les frais médicaux et les frais de stages.

### → Impôts et Taxes

Ce chapitre représente 14,52% du réalisé de l'exercice 2015 et connaît une réalisation budgétaire 2016 de 108,92%. Cette situation s'explique par la hausse de la Taxe Patronale d'Apprentissage (TPA) liée aux salaires révisés en 2016, la taxe publicitaire portant sur les véhicules de la SONAR et surtout par les frais de contrôle en lien direct avec la hausse du chiffre d'affaires qui constitue l'assiette fiscale de cette taxe.

### → Travaux, Fournitures et Services Extérieurs

Ce chapitre a une réalisation budgétaire de 88,67% au regard du budget révisé par le Conseil en juillet 2016 et est en baisse de 16,73% par rapport à l'exercice 2015.

Cette baisse est due aux économies réalisées sur les frais d'apéritif, le carburant et les honoraires.

### → Transport et Déplacements

Ce poste est exécuté à 83,45% du budget, du fait de la non réalisation de certaines missions à l'extérieur et de l'économie réalisée sur les frais de voyage des Administrateurs non résidents qui n'ont pas pu participer à certains Conseils d'administration. Le réalisé dépasse de 33,38% le montant exécuté en 2015.

### → Commissions et Courtages

Le montant réalisé est de 1 238 395 084 FCFA soit 111,30% du budget et en hausse de 1,92% par rapport aux réalisations de 2015. Le dépassement budgétaire est en lien avec la hausse du chiffre d'affaires apporté par les intermédiaires.

### → Frais Divers de Gestion

Le montant exécuté est de 575 713 140 FCFA, en hausse de 17,04% comparé à l'exercice 2015 mais réalisé à 95,58% par rapport au budget 2016 révisé par le Conseil en juillet 2016. Les économies réalisées sur la publicité, les fournitures informatiques et le téléphone ont permis de compenser les dépassements constatés sur les frais de missions, les réceptions, les frais d'hôtel et la rémunération des administrateurs.

### → Frais Financiers

Les Frais Financiers connaissent un taux d'exécution de 150,15% et sont en hausse de 13,63% par rapport à 2015 ; hausse induite par l'augmentation des intérêts versés sur les dépôts des réassureurs.

## II.6. La réalisation du budget des investissements

Le budget d'investissement est celui révisé par le Conseil d'Administration en sa réunion extraordinaire du 07 juillet 2016.

Le budget des investissements est réalisé à 42,18%. Ce faible taux de réalisation s'explique par la non exécution de certaines dépenses reportées en 2017 (projet nouveau siège pour 200 millions de FCFA voté par le Conseil extraordinaire de juillet 2016 pour l'assistance d'un architecte, installation d'un ascenseur pour 35 millions de FCFA ) et par les économies réalisées sur certaines lignes budgétaires.

Le détail est résumé dans le tableau ci-après :

***TABLEAU 6 : Situation d'exécution des investissements au 31/12/2016***

Rubriques	Prévisions révisées	Réalisations	Taux %
IMMEUBLE	200 000 000	0	0,00
AGENCEMENTS, AMÉNAGEMENTS, INSTALLATIONS	148 070 000	64 512 640	43,57
MATÉRIEL ET MOBILIER DE BUREAU	29 517 748	30 012 447	101,68
MATÉRIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES	173 980 000	91 864 565	52,80
MATÉRIEL DE TRANSPORT	94 900 000	86 390 000	91,03
ÉQUIPEMENTS TÉLÉPHONIQUES	4 448 462	1 750 058	39,34
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>650 916 210</b>	<b>274 529 710</b>	<b>42,18</b>

## II.7. Amortissements et Provisions

Le montant des amortissements des équipements et immeubles de rapport en 2016 est de 187 405 947 FCFA en baisse de 5,47% par rapport à 2015 pour un montant de 198 264 669 FCFA.

Le montant des amortissements des immeubles de placement est de 78 470 253 FCFA contre 122 880 360 FCFA en 2015, soit une baisse de 36,14%.

L'ensemble des dotations aux amortissements est de 265 876 200 FCFA contre 321 145 029 FCFA en 2015, soit une baisse de 17,20%.

La dotation aux provisions est de 97 464 528 FCFA et concerne les actions cotées notamment les actions ETI (70 916 820 FCFA), Continental-Re (7 651 130 FCFA), SBIF gestion dynamique (15 910 778 FCFA) et Coris Bourse gestion dynamique (2 985 800 FCFA).

## **II.8. Part des réassureurs dans les frais généraux**

La part des Réassureurs dans les frais généraux est de 809 889 993 FCFA en 2016 contre 760 013 490 FCFA en 2015, en hausse de 6,56%.

## **II.9. Solde du compte d'exploitation générale**

Du rapprochement du Débit et du Crédit du compte d'exploitation générale, il se dégage un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1 526 331 119 FCFA en fin 2016 contre 1 012 818 249 FCFA en fin 2015, soit une hausse de 50,70%.

# **III COMPTE GÉNÉRAL DE PERTES ET PROFITS**

## **→ Profits sur exercices antérieurs**

Ce poste enregistre 228 653 370 FCFA composé en grande partie de la reprise des commissions non décaissées et antérieures à 2016.

## **→ Profits exceptionnels**

Les profits exceptionnels, d'un montant de 25 780 349 FCFA comprennent les pénalités de retards, l'indemnité du sinistre PAJERO et les produits de vente des dossiers d'appel d'offre.

## **→ Plus values de cession**

Les plus values sur cession, d'un montant de 679 792 752 FCFA concernent la plus value sur cession d'actions cotées de BOA Burkina et BOA Bénin pour 679 292 752 FCFA et le reste sur les éléments d'actifs corporels.

## **→ Profit de change**

Pour un montant de 359 746 FCFA, cette rubrique représente les différences de change à notre faveur.

## **→ Pertes sur exercices antérieurs**

Les pertes sur exercices antérieurs d'un montant de 116 419 726 FCFA portent essentiellement sur l'indemnité spéciale de fin de carrière des anciens Directeur Général et Directeur Général Adjoint et les participations bénéficiaires servies aux agents généraux.

## **→ Pertes exceptionnelles**

Il s'agit en grande partie de la décote sur les actions CNAR Mali devenue ASSURANCES BLEUES du Mali pour un montant de 8 688 029 FCFA.

## **→ Pertes de change**

Il s'agit de différences de change à notre défaveur pour un montant de 405 027 FCFA.

### → Impôt sur les sociétés (IS)

L'impôt sur les sociétés de 2016 est de 646 985 075 FCFA en hausse de 48,55% par rapport au montant de 435 513 100 FCFA en 2015. Le taux de l'IS est toujours de 27,5%.

### → Bénéfice de l'exercice

Le bénéfice net de l'exercice 2016 est de 1 688 113 036 FCFA en hausse de 50,29% comparé à 2015 pour un montant de 1 123 171 659 FCFA.

En rappel, le bénéfice net prévu dans le budget 2016 est de 1 629 599 388 FCFA soit une réalisation de 103,59%.

## IV BILAN

Le total Bilan avant affectation de résultat est de 39 264 167 527 FCFA en 2016 contre 35 926 513 261 FCFA en 2015 soit une hausse de 9,29%.

## V RATIOS PRUDENTIELS DE LA CIMA

### V.1. Marge de Solvabilité

La marge de solvabilité est excédentaire de 5 636 244 606 FCFA contre 4 645 159 746 FCFA constaté en 2015 soit une hausse de 21,33%.

### V.2. Couverture des engagements réglementés

Nos engagements réglementés sont couverts à 101,30%. Le ratio en baisse de 13,12% comparé à celui de 2015 qui se situait à 116,61% s'explique par les facteurs principaux suivants :

- **L'amortissement comptable total de certains immeubles** en fin 2016 (immeuble des Nations Unies, Villas de la Cité SONAR, bâtiment du Siège SONAR) ;
- **le montant élevé des primes** émises au cours du dernier mois de l'année 2016 qui ont impacté à la hausse les provisions pour risques en cours et donc les engagements réglementés à couvrir.

Le ratio minimal exigé est de 100%.

## ***B. Les perspectives de développement et l'évolution prévisible notamment en matière de continuation de l'activité de la Société***

Pour la huitième notation financière consécutive depuis 2009, la SONAR-IARD s'est vue attribuée la « **Note A avec perspective positive, valide jusqu'en fin octobre 2017** » par l'Agence de notation financière Global Credit Rating basée à Johannesburg en Afrique du Sud. La perspective positive traduit la capacité de la société à pouvoir améliorer sa situation financière après la note reçue.



Les états financiers au 31/12/2016 qui vous sont présentés confortent cette position de l'Agence de notation :

- Le total bilan est en hausse de 9,29% en fin 2016 comparé à fin 2015 ;
- le résultat net dégagé de 1 688 113 036 FCFA est supérieur au montant du capital social de la société ;
- les capitaux propres avant répartition du résultat 2016 se chiffrent à 7 019 310 767 FCFA en hausse de 22,40% comparé à 2015 pour un montant de 5 734 397 729 FCFA.
- la trésorerie immédiate (Caisses, Banques, CCP) se chiffre à 3 089 960 804 FCFA ;
- le taux de couverture des engagements réglementés de 101,30% est supérieur à la norme de 100% avec un surplus de représentation de 290 446 657 FCFA.
- selon les données provisoires 2016 du marché, reçues de l'APSAB, la SONAR-IARD maintient son leadership avec une part de marché de 27,55% soit 12,05 milliards de FCFA sur 43,74 milliards de FCFA pour l'ensemble du marché IARD

Au regard de tout ce qui précède, les perspectives de développement et de continuation de l'activité de la société sont excellentes et se réaliseront en harmonie avec le plan stratégique 2016-2020 adopté par le Conseil d'Administration en sa réunion extraordinaire tenue le 20 décembre 2016.

Les comptes de l'exercice 2016 qui vous sont présentés ainsi que le présent rapport de gestion ont été soumis à notre Commissaire aux Comptes qui vous présentera son rapport.

Notre Commissaire aux Comptes est inscrit à l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Burkina (ONECCA-BF) et est agréé par la CRCA dans les conditions prévues par le Code CIMA.

## C. Évolution de la situation de la trésorerie et le plan de financement/placement

### I SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie immédiate est en baisse de 8,84% entre le 31/12/2015 et le 31/12/2016 et se situe à 3 089 960 804 FCFA en fin 2016 du fait d'importantes prises de participations effectuées courant 2016 et de la hausse du montant des sinistres payés.

Le tableau ci-après donne les détails de la trésorerie immédiate :

***TABLEAU 7 : Situation de trésorerie immédiate au 31/12/2016***

Éléments de trésorerie	2015	2016	Évolution 2016/2015 en %
CAISSE	4 167 629	13 937 418	234,42
BANQUES ET CCP	3 385 254 380	3 076 023 386	-9,13
<b>TOTAL TRÉSORERIE IMMÉDIATE</b>	<b>3 389 422 009</b>	<b>3 089 960 804</b>	<b>-8,84</b>

## II PLAN DE PLACEMENT

Au 31/12/2016, le montant des placements se situe à 19 805 461 845 FCFA en hausse de 7,89% par rapport à 2015 qui présentait un montant de 18 356 972 154 FCFA.

La répartition de nos placements par groupe de véhicules est synthétisée dans le tableau ci-après :

**TABLEAU 8 : Situation des placements par véhicule de placement au 31/12/2016**

Véhicules de placement	Montant bilan au 31/12/2015	Montant bilan au 31/12/2016	Évolution 2016/2015 en %
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>	5 225 457 170	7 135 973 634	36,56
<b>TITRES ET OBLIGATIONS</b>	7 352 648 819	6 700 660 955	-8,87
<b>DÉPÔTS À TERME</b>	3 120 000 000	3 270 000 000	4,81
<b>TITRES À COURT TERME (TITRES D'ÉTAT)</b>	-	-	-
<b>PRÊTS (AVEC INTÉRÊTS)</b>	181 463 516	221 424 607	22,02
<b>IMMEUBLES DE PLACEMENT (MONTANT BRUT)</b>	2 477 402 649	2 477 402 649	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>18 356 972 154</b>	<b>19 805 461 845</b>	<b>7,89</b>

## D. Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date du rapport de gestion

Sur le plan économique et financier, nous n'avons détecté aucun événement postérieur pouvant remettre en cause les états financiers qui vous sont soumis.

Pour rappel, en vertu des articles 49 et 71 du Droit Comptable OHADA, obligation est faite aux dirigeants d'exposer les événements importants survenus entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes dans le rapport de gestion.

## CONCLUSION

Malgré le contexte économique international peu favorable en 2016 pour les pays en voie de développement, malgré un contexte socio-politique national difficile qui a renforcé l'attentisme des investisseurs tout au long de l'année, notre société termine l'exercice 2016 avec des indicateurs au vert.

- Le chiffre d'affaires a dépassé pour la première fois la barre de douze milliards de FCFA ;
- le résultat net est supérieur au capital social de la société ;
- les ratios réglementaires sont respectés malgré de gros paiements de sinistres ;
- le leadership sur le marché est réaffirmé et confirmé aussi bien pour la SONAR-IARD que sa filiale SONAR-VIE.

En tenant compte de la politique de renforcement des fonds propres adoptée à la réunion de Conseil d'Administration extraordinaire tenue en juillet 2016 et de l'augmentation du capital social par distribution d'actions gratuites aux actionnaires avec date d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2017, nous vous proposons la répartition du bénéfice disponible (report à nouveau auquel s'ajoute le résultat net d'impôt de l'exercice 2016) avec une hausse de 15% du dividende net par action comparé à 2015, selon le tableau ci-après :

**TABEAU 9 : Proposition de répartition du bénéfice disponible 2016**

<b>BÉNÉFICE DE L'ANNÉE 2016</b>	<b>1 688 113 036</b>
DOTATION À LA RÉSERVE LÉGALE (10% DU BÉNÉFICE)	-
SOLDE RESTANT	1 688 113 036
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	102 642 491
<b>BÉNÉFICE DISTRIBUABLE</b>	<b>1 790 755 527</b>
<b>DIVIDENDE BRUT (3 220 x 144 000)</b>	<b>463 680 000</b>
▫ dont IRVM de 12.5% de dividende brut	57 960 000
▫ dividende net 2 817,5 x 144 000	405 720 000
<b>SOLDE RESTANT</b>	<b>1 327 075 527</b>
RÉSERVES SPÉCIALES DES PLUS VALUES NETTES À LONG TERME	1 000 000 000
RÉSERVES FACULTATIVES	100 000 000
REPORT À NOUVEAU	227 075 527

Après affectation et distribution, les capitaux propres se présenteront comme dans le tableau ci-après :

**TABEAU 10 : Situation des capitaux propres après répartition du bénéfice**

<b>CAPITAL SOCIAL</b>	<b>1 440 000 000</b>
RÉSERVES LÉGALES	341 514 788
RÉSERVES FACULTATIVES	2 347 040 452
REPORT À NOUVEAU	227 075 527
RÉSERVES SPÉCIALES DES PLUS VALUES NETTES À LONG TERME	2 200 000 000
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>6 555 630 767</b>

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

Nous vous remercions pour votre soutien permanent et votre constante disponibilité.

Nous félicitons le personnel qui n'a ménagé aucun effort et pour sa farouche détermination à maintenir le leadership de la société tout en battant ses propres records de performance, d'année en année.

Nous remercions le Commissaire aux Comptes pour ses diligences et notre clientèle pour sa confiance constamment renouvelée.

Pour le Conseil d'Administration, le Président  
Piga Prosper TAPSOBA

## 1. COMPTE D'EXPLOITATION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2016

DÉBIT			
DÉSIGNATIONS	OPÉRATIONS BRUTES	CESSIONS	OPÉRATIONS NETTES
Prestations et frais payés	4 416 075 462	1 926 472 413	2 489 603 049
Provisions de sinistres à la clôture	16 150 803 150	6 585 976 649	9 564 826 501
Provisions de sinistres à l'ouverture	16 686 355 792	6 820 550 345	9 865 805 447
<b>Prestations et frais de l'exercice</b>	<b>3 880 522 820</b>	<b>1 691 898 717</b>	<b>2 188 624 103</b>
<b>Commissions de l'exercice</b>	<b>1 238 395 084</b>		
<b>AUTRES CHARGES</b>			
Frais de personnel	1 321 276 075		
Impôts et taxes	248 365 366		
Travaux fournitures et services extérieurs	473 802 276		
Transport et déplacement	43 412 212		
Frais divers de gestion	575 713 140		
Dotations aux amortissements	187 405 947		
Dotations aux provisions	97 464 528		
<b>Autres charges de l'exercice</b>	<b>2 947 439 544</b>		
<b>Commissions et charges de l'exercice</b>	<b>4 185 834 628</b>	<b>809 889 993</b>	<b>3 375 944 635</b>
<b>CHARGE DES PLACEMENTS</b>			
Frais financiers :			
▪ sur titres	46 427 730		
▪ sur immeubles de placement	-		
▪ autres frais	188 492 922		
Dotations aux amt. des valeurs de plct.	78 470 253		
	<b>313 390 905</b>		<b>313 390 905</b>
<b>RÉSULTAT D' EXPLOITATION</b>			<b>1 526 331 119</b>
			<b>7 404 290 761</b>

## 2016

23



## 2. COMPTE GÉNÉRAL DE PERTES ET PROFITS AU 31 DÉCEMBRE 2016

DÉBIT		CRÉDIT	
LIBELLÉS	MONTANT	LIBELLÉS	MONTANT
Pertes sur exercices antérieurs	116 419 726	Profit d'exploitation de l'exercice	1 526 331 119
Pertes exceptionnelles	8 994 472	Profits sur exercices antérieurs	228 653 370
Perte de change	405 027	Profit de change	359 746
Impôts sur les bénéfices	646 985 075	Profits exceptionnels	25 780 349
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>1 688 113 036</b>	Plus value de cessions	679 792 752
	<b>2 460 917 336</b>		<b>2 460 917 336</b>

## 3. BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2016

ACTIF				
DÉSIGNATIONS	MONTANTS BRUTS	AMORTIS. ET PROVISIONS	MONTANTS NETS	TOTAUX PARTIELS
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				<b>23 627 408</b>
▪ Brevets et licences	345 290 936	322 664 628	22 626 308	
▪ Fonds de Commerce	1 001 100	0	1 001 100	
	<b>346 292 036</b>	<b>322 664 628</b>	<b>23 627 408</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				<b>1 972 122 226</b>
▪ Terrains	994 532 739		994 532 739	
▪ Immeubles bâtis	3 138 165 992	3 052 411 693	85 754 299	
▪ Matériels de transport	298 130 000	239 137 508	58 992 492	
▪ Mobiliers	198 847 163	145 193 562	53 653 601	
▪ Matériels	1 054 542 506	963 843 607	90 698 899	
▪ Agenc. Amenag. Installat.	985 509 964	634 143 559	351 366 405	
▪ Immobilisations en cours	337 123 790		337 123 790	
	<b>7 006 852 154</b>	<b>5 034 729 928</b>	<b>1 972 122 226</b>	
<b>AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES</b>				<b>14 743 613 403</b>
▪ Titres & Obligations	6 700 660 955	18 896 578	6 681 764 377	
▪ Prêts au personnel et autres	411 971 997		411 971 997	
▪ Dépôts et cautionnements	3 744 397		3 744 397	
▪ Titres de participation	7 135 973 634	83 901 614	7 052 072 020	
▪ Espèces chez les cédantes	575 776 427		575 776 427	
▪ Frais de prospection	18 284 185		18 284 185	
	<b>14 846 411 595</b>		<b>14 743 613 403</b>	
<b>PART DES RÉASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES</b>				<b>6 708 360 400</b>
▪ Provisions de primes	122 383 751		122 383 751	
▪ Provisions pour sin. à payer	6 585 976 649		6 585 976 649	
	<b>6 585 976 649</b>		<b>6 585 976 649</b>	
<b>VALEURS RÉALISABLES ET DISPONIBLES</b>				<b>15 816 444 090</b>
▪ Comptes courants cessionnaires	2 758 689 272		2 758 689 272	
▪ Comptes courants cédants	260 001 642		260 001 642	
▪ Comptes courants coassureurs	171 375 505		171 375 505	
▪ Créances sur les assurés	3 645 354 647		3 645 354 647	
▪ Personnel	10 013 167		10 013 167	
▪ ÉTAT	425 543 899		425 543 899	
▪ Filiales	136 898 644		136 898 644	
▪ Débiteurs divers	826 562 846	3 544 169	823 018 677	
▪ Comptes de régularisation ACTIF	709 911 811		709 911 811	
▪ Banques CCP et titres échus	6 861 699 408		6 861 699 408	
▪ Caisses	13 937 418		13 937 418	
	<b>15 819 988 259</b>		<b>15 816 444 090</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				<b>39 264 167 527</b>

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2016

PASSIF		
DÉSIGNATIONS	MONTANTS	TOTAUX PARTIELS
<b>CAPITAUX PROPRES ET RÉSERVES</b>		<b>5 331 197 731</b>
▪ Capital social	1 440 000 000	
▪ Réserves légales	341 514 788	
▪ Réserves facultatives	2 247 040 452	
▪ Réserves spéciales	1 200 000 000	
▪ Report à nouveau	102 642 491	
	<b>5 331 197 731</b>	
<b>DETTES À LONG ET MOYEN TERMES</b>		<b>5 225 784 143</b>
▪ Dettes pour espèces remises par réassureurs	<b>5 225 784 143</b>	
<b>PROVISIONS TECHNIQUES</b>		<b>21 801 811 437</b>
▪ Provisions de primes	5 651 008 287	
▪ Provisions pour sin. à payer	16 150 803 150	
	<b>21 801 811 437</b>	
<b>DETTES À COURT TERMES</b>		<b>5 182 241 960</b>
▪ Comptes courants des cessionnaires	2 330 600 595	
▪ Comptes courants coassureurs	463 720 890	
▪ Apporteurs (commissions dues)	478 261 750	
▪ Personnel	3 187 695	
▪ ÉTAT	1 511 039 335	
▪ Dividendes	31 500	
▪ Créditeurs divers	270 732 169	
▪ Comptes de régularisation PASSIF	8 083 882	
▪ Fournisseurs	116 584 144	
	<b>5 182 241 960</b>	
▪ Banques CCP	35 019 220	<b>35 019 220</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>1 688 113 036</b>
<b>BÉNÉFICE DE L'EXERCICE</b>	<b>1 688 113 036</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>39 264 167 527</b>

## ✧ RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en conformité avec les dispositions légales, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, portant sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SONAR-IARD ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

### ***États financiers soumis à notre audit***

Les états financiers soumis à notre audit ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre société et font apparaître des capitaux propres s'élevant à 5 331 millions de FCFA et un bénéfice net de l'exercice de 1 688 millions de FCFA.

Ces états financiers ont été établis comme l'exercice précédent en application des règles et méthodes édictées par le Code des Assurances et l'OHADA.

### ***Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers***

La Direction Générale de la SONAR-IARD est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Code des Assurances et l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### ***Responsabilité de l'auditeur***

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- l'analyse et l'évaluation des procédures de contrôle interne ;
- la révision des comptes ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

**Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.**

## 1. Opinion sur les comptes annuels

Les travaux effectués sur les comptes n'ont pas révélé l'existence d'erreurs ou anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui vous sont soumis.

**En conséquence, nous certifions que les états financiers de la Société SONAR-IARD arrêtés au 31 décembre 2016, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société.**

## 2. Vérifications et informations spécifiques

Selon les dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

## 3. Respect des ratios prudentiels de la CIMA

### 3.1. Marge de solvabilité

La marge de solvabilité de la SONAR-IARD au 31 décembre 2016 est excédentaire de 5 636 244 606 FCFA.

### 3.2. Couverture des engagements réglementés

Les engagements sont couverts à 101,30 %.

*Fait à Ouagadougou, le 18 avril 2017*



**Le Commissaire aux Comptes**  
**Rosette C. RIFFARD NACRO**

Expert-comptable diplômée Inscrite au Tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso (ONECCA)  
Commissaire aux comptes des sociétés  
Expert près des Tribunaux de Ouagadougou



## ❖ RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Établi en application des dispositions des articles 438 et suivants de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme du traité de l'OHADA relatif aux droits des sociétés commerciales et de Groupements d'Intérêt Économique (GIE) :

- toute convention entre une société anonyme et l'un de ses administrateurs, directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints ;
- toute convention entre une société et un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société ;
- toute convention à laquelle un administrateur, un directeur général, un directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est indirectement intéressé ou dans laquelle il traite avec la société par personne interposée ;
- toute convention intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des administrateurs, le directeur général, le directeur général adjoint ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10%) du capital de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, administrateur général, administrateur général adjoint, directeur général, directeur général adjoint ou autre dirigeant social de la personne morale contractante, doivent être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration qui doit en aviser le Commissaire aux comptes.

### 1. Conventions conclues au cours de l'exercice

Nous n'avons pas été informés de la conclusion d'une convention au cours de l'exercice 2016.

### 2. Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice sous revue

La convention d'assistance technique conclue entre la SONAR-IARD et la SONAR-VIE le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2016 a produit les effets ci-après :

CONVENTION	EFFETS PRODUITS AU COURS DE L'EXERCICE 2016
Convention d'assistance technique	152 618 419
<b>TOTAL</b>	<b>152 618 419</b>

Fait à Ouagadougou, le 18 avril 2017



**Le Commissaire aux Comptes**  
**Rosette C. RIFFARD NACRO**

Expert-comptable diplômée Inscrite au Tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables et Comptables Agréés du Burkina Faso (ONECCA)  
Commissaire aux comptes des sociétés  
Expert près des Tribunaux de Ouagadougou

## ✧ RÉOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 16 MAI 2017 (COMPTES - EXERCICE 2016)

### ► PREMIÈRE RÉOLUTION : *Approbation des Comptes*

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le **16 mai 2017** à BRAVIA HOTEL à Ouagadougou, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société pendant l'exercice 2016 et du rapport général du Commissaire aux Comptes sur le bilan de cet exercice, approuve les comptes et le bilan dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

En outre, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA sur les Sociétés Commerciales et GIE, prend acte dudit rapport.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### ► DEUXIÈME RÉOLUTION : *Affectation des résultats*

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le **16 mai 2017** à BRAVIA HOTEL à Ouagadougou, approuve la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter de la manière suivante les résultats de l'exercice 2016 :

<b>Bénéfice de l'année 2016</b>	<b>1 688 113 036</b>
Dotation à la réserve légale (10% du bénéfice)	-
Solde restant	1 688 113 036
Report à nouveau de l'exercice précédent	102 642 491
<b>Bénéfice distribuable</b>	<b>1 790 755 527</b>
<b>Dividende brut (3 220 x 144 000)</b>	<b>463 680 000</b>
› dont IRVM de 12,5% de dividende brut	57 960 000
Dividende net : 2 817,5 x 144 000	405 720 000
<b>Solde restant</b>	<b>1 327 075 527</b>
<b>Réserves spéciales des plus values nettes à long terme</b>	<b>1 000 000 000</b>
Réserves facultatives	100 000 000
Report à nouveau	227 075 527

Après affectation et distribution, les capitaux propres se présenteront comme dans le tableau ci-après :

<b>Capital social</b>	<b>1 440 000 000</b>
Réserves légales	341 514 788
Réserves facultatives	2 347 040 452
Report à nouveau	227 075 527
Réserves spéciales des plus values nettes à long terme	2 200 000 000
<b>TOTAL des capitaux propres</b>	<b>6 555 630 767</b>

**Les dividendes seront mis en paiement à partir du vendredi 26 mai 2017.**

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### ► **TROISIÈME RÉOLUTION : Approbation des comptes consolidés du Groupe SONAR de l'exercice 2016**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le **16 mai 2017** à BRAVIA HOTEL à Ouagadougou, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration sur les comptes consolidés du Groupe SONAR de l'exercice 2016, comptes certifiés par le Commissaire aux Comptes, approuve lesdits comptes.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### ► **QUATRIÈME RÉOLUTION : Nomination de nouveaux administrateurs de la SONAR-IARD**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le **16 mai 2017** à BRAVIA HOTEL à Ouagadougou, sur proposition du Conseil d'Administration nomme les administrateurs suivants :

NOM & PRÉNOMS	DÉBUT DE MANDAT	FIN DE MANDAT	OBSERVATIONS
M. TAPSOBA Piga Prosper	2015	2019	Représentant Permanent de l'État Burkinabè
M. OUEDRAOGO Denis	2016	2020	Directeur Général de SONAR-IARD
M. SEBGO Séverin	2016	2020	Représentant Permanent de l'État Burkinabè
M. ZERBO Mamadou	2016	2020	Directeur Général Adjoint de SONAR-IARD

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### ► **CINQUIÈME RÉOLUTION : Rémunération des Administrateurs**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le **16 mai 2017** à BRAVIA HOTEL à Ouagadougou, décide de porter le montant annuel des rémunérations des Administrateurs pour l'année 2017 à **soixante douze millions cinq cent soixante onze mille quatre cent huit (72 571 408) francs CFA** prenant en comptes les réunions ordinaires et réunions extraordinaires du Conseil d'Administration et des comités spécifiques créés au sein du Conseil pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**

### ► **SIXIÈME RÉOLUTION : Pouvoirs pour formalités**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Nationale d'Assurances et de Réassurances - IARD (SONAR-IARD) tenue le **16 mai 2017** à BRAVIA HOTEL à Ouagadougou, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du Procès Verbal constatant ces délibérations à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publication.

**Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.**





# Politique Qualité et Engagement de la Direction

La **SONAR-IARD**, fidèle à sa noble mission de protection des personnes et des biens à travers des opérations d'assurances, entend consolider son leadership au plan national et s'affirmer au plan régional par une certification de son système de management selon la norme **ISO 9001 version 2008**.

Pour cela, dans sa quête permanente de l'excellence, la **SONAR-IARD** a construit sa stratégie autour des axes suivants :

- ▶ **satisfaire et fidéliser** ses clients notamment en mettant à leur disposition des produits d'assurances parfaitement adaptés à leurs besoins et toujours respecter ses engagements contractuels en cas de survenance de sinistre ;
- ▶ **améliorer** continuellement la qualité de ses services et prestations ;
- ▶ **renforcer** sa solidité financière, son équilibre financier et sa rentabilité par une gestion saine des primes collectées ;
- ▶ **renforcer** ses liens de travail avec l'ensemble des partenaires ;
- ▶ **améliorer** la satisfaction du capital humain par la motivation, la responsabilisation, et le développement des compétences.

Ces axes visent, tout en respectant les normes légales et réglementaires, à garantir à nos clients une satisfaction totale. Convaincu que faire de la qualité est un facteur clé de succès, et partant un levier constant d'amélioration de la qualité de service qui nous procure un avantage concurrentiel sur le marché des assurances, j'appelle chaque collaborateur, quel que soit son niveau de responsabilité, à s'approprier cette démarche qualité et à s'investir pleinement pour la réalisation de notre vision.

Je vous invite par conséquent, pour garantir la réussite totale de cette démarche, à vous appuyer sur nos valeurs que sont le leadership, le professionnalisme, la transparence, la responsabilité et l'émulation.

Je m'engage, sans réserve, à déployer toutes les ressources pour la mise en œuvre et le suivi de notre Système de Management de la Qualité.

Un comité de pilotage de ce grand projet d'entreprise a été mis en place afin d'assurer un fonctionnement optimisé du Système de Management de la Qualité. J'ai missionné un Responsable Qualité qui me rendra compte de son efficacité et des besoins d'amélioration.

A cet effet, il sera organisé, au moins une fois par an, une revue de direction pour assurer l'efficacité et l'amélioration continue de notre Système de Management de la Qualité.

Fait à Ouagadougou, le 30 juin 2015

Le Directeur



Dénis OUEDRAOGO